



Institut suisse de droit comparé
Schweizerisches Institut für Rechtsvergleichung
Istituto svizzero di diritto comparato
Swiss Institute of Comparative Law

ISDC's Letter

N°45

Édition spéciale 2017-2018

Éditorial

Édition : Johanna Fournier, Marie Papeil, Alfredo Santos

Chères lectrices, chers lecteurs,

Tout d'abord, permettez-nous, au nom de la direction et de toutes les collaboratrices et de tous collaborateurs de l'ISDC de vous souhaiter une excellente année 2018, en espérant que vous aurez toujours plaisir à recevoir de nos nouvelles.

Cette édition de l'*ISDC's Letter* en ce mois de janvier fait la transition entre 2017 et 2018. Une newsletter plus courte offrant une petite rétrospective des différentes activités de l'année qui vient de s'achever et une prospective pour 2018.

Vous retrouverez les nouvelles juridiques lors de notre prochaine édition, nous vous proposons ici une présentation des différentes activités de l'ISDC réalisées tout au long de 2017.

Concernant l'étude de droit comparé, nous vous proposons un extrait d'une étude sur la responsabilité pénale pour des actes commis à l'étranger. Comme l'étude couvre 20 ordres juridiques différents, la plupart de nos collaboratrices et collaborateurs de la division juridique ont été impliqué(e)s dans cet avis de droit, ainsi que plusieurs membres de la bibliothèque de l'Institut.

Concernant la bibliothèque, vous pourrez avoir un aperçu des statistiques 2017, qui seront plus détaillées dans le rapport annuel.

Enfin, en dernière page, nous accueillons la nouvelle année par un aperçu des manifestations et publications prévues en 2018.

Très bonne lecture !

Les éditeurs



Rétrospective 2017	2
Étude de droit comparé	7
Bibliothèque	9
Prospective 2018	10



Rétrospective 2017

Dans le cadre du plan stratégique de l'Institut pour les années 2015 à 2020, nous avons à cœur d'augmenter l'efficacité et la qualité de nos travaux par le développement de thématiques communes à l'ensemble des collaboratrices et collaborateurs, tout en maintenant leur polyvalence et leurs spécialisations, ainsi que la cohésion au sein du personnel.

En 2017, nous avons donc travaillé sur certains de nos axes essentiels comme le droit et la communication, et le domaine des entreprises et des droits de l'homme. Nous avons créé et utilisé des synergies entre nos différentes activités, en utilisant, en particulier les recherches faites pour des avis de droit. Ainsi, nous avons publié deux volumes dans la Série de publication de l'Institut autour du sujet « entreprises et droits de l'Homme », travaillé sur plusieurs demandes d'avis dans ce secteur, et organisé une conférence et un workshop autour du litige qui oppose Texaco/Chevron et Ecuador (« 24 Years of Texaco/Chevron and Ecuador : What happened in Lago Agrio and What Legal Action has Accomplished »). Dans le domaine du droit et de la communication, nous avons commencé la collaboration avec le UN Counter Terrorism Executive Directorate (UN CTED), par la présentation de notre étude sur la liberté d'expression sur internet dans le cadre de « l'Asia Information and Communication Technology (ICT) and Counter-Terrorism Dialogue » fin mai en Corée du Sud. En décembre, nous avons organisé un événement sur « **La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent sur Internet : surveillance et blocage de sites internet** » en partenariat avec *UN Counter-Terrorism Committee Executive Directorate (UN CTED), ICT4Peace et l'Université de la Suisse Italienne.*

Dans les autres domaines d'intérêt, tels que le droit comparé, le droit international privé, il convient de relever les événements suivants :

- 06.03. : Workshop « **Measuring Family Law and Family Business** » à Paris, *organisé par l'Université de Paris Nanterre et l'Université de la Suisse Italienne*
- 23.06. : Journée de droit international privé sur les **développements récents en droit international privé américain et leur impact en Suisse**, *en partenariat avec l'Université de Lausanne*
- 28.09. : **Quand le droit rencontre les robots**, soirée Wall-E, *en partenariat avec l'EPFL*
- 21.08. : World Library and Information Congress, Wrocla, Pologne : Participation au Panel « **Law in Transition: Challenges for Legal Research and Legal Methodology in Post-Communist Europe** ». *Congrès organisé par la Law Library of Congress et University of Georgia*
- 19.10. : Workshop **Court of the Eurasian Economic Union**
- 26 au 28.10. : **Comparative Law, Faith and Religion, The Role of Faith in Law** à Washington DC, *événement organisé par la American Society of Comparative Law, table ronde co-organisé avec la Law Library of Congress*

Nous avons pour mission également d'augmenter l'offre des prestations d'intérêt public, notamment par le soutien aux jeunes chercheurs. Nous organisons donc régulièrement des événements qui leur sont dédiés et accessibles, comme le 15 juin par exemple avec **une journée de formation doctorale** dans le cadre de notre partenariat avec l'école doctorale (CUSO). Nous leur proposons aussi un réel soutien dans leurs recherches au sein de notre bibliothèque, avec notamment l'organisation de **45 petites formations sur les différentes bases de données disponibles.**

Enfin, l'Institut favorise les échanges entre les chercheuses et les chercheurs par l'organisation des rencontres informelles. Lors de ces rencontres, elles et ils ont l'occasion de présenter leurs travaux durant une vingtaine de minutes, suivis d'un débat. En 2017, **18 rencontres informelles ont eu lieu.** Neuf d'entre elles ont été animées par les boursiers van Calker de l'ISDC. Nous vous proposons un aperçu de chaque thématique traitée par ces personnes :

7 mars : Access to Justice as an Aspect of Environmental Law Governance*Agnes Hellner, Doctoral Candidate in Environmental Law, Uppsala University, Sweden*

The urgency of problems related to environmental degradation and climate change make environmental lawyers and scholars constantly look for improved tools and techniques to enhance environmental protection. Since the 1972 Stockholm Declaration, public participation has repeatedly been forwarded as such a key mechanism, expected to compensate for “enforcement deficits” in the context of environmental law. The 1998 Aarhus Convention, an international treaty with European focus to which both the EU and EU Member States and other States are parties, has particularly highlighted access to justice as a key feature of environmental law in Europe, and impacted national administrative procedural law in a profound way. To what extent can access to justice live up to expectations? In her research, Agnes Hellner traces the evolution of access to justice into a central feature of environmental law and governance by comparing the rationales for access to justice in the context of international environmental law, EU law and French and German national law. Her work compounds a semantic dimension, which makes the frame of the study – environmental law – and the definition of the subject – access to justice – not only an introductory passage, that has to be there out of obligation, but rather a decisive part of the approach taken to the basic aim of understanding access to justice in environmental matters.

30 mars : Towards Mandatory Corporate Due Diligence in Europe?*Paola Cavanna, Doctoral Candidate, Università Cattolica del Sacro Cuore, Italy*

A broader consensus has emerged on the need for greater accountability in a context of global supply chains, where companies operate transnationally while legal enforcement is still primarily situated at the national level, often involving developing economies that may lack either the domestic regulatory capacity or the will to effectively monitor and enforce compliance with human rights (see the UNGPs, OECD Guidelines, ILO MNE Declaration, etc.). Building on recent positive steps around transparency and reporting, attempts to legalize human rights due diligence are currently under development both in France and in Switzerland. Pressure is also mounting on the European Commission to develop EU legislation on corporate due diligence. In April 2015, indeed, members of the European Parliament adopted a motion calling on the European Commission to “create a legal obligation of due diligence for EU companies outsourcing production to third countries, including measures to secure traceability and transparency”. It is within this landscape of domestic and international efforts that the research aims to review and assess recent efforts in mandatory human rights due diligence. A systematic comparison will be conducted. Particularly, it will shed light on legislation’s rationale, precision (*i.e.* reference to voluntary international standards), coverage, requirements, global supply chains implications, enforcement mechanisms and stage of the measure. By increasing familiarization with selected bills, the objective is also to promote cross-fertilization of experiences and dialogue among legal practitioners, both domestically and between different countries.

22 juin : The Rule of Law in Africa*Salvatore Mancuso, Professor, University of Cape Town, South Africa*

Enforcement of the rule of law in Africa has always been an issue since the independence of African countries. The concept of the “rule of law” has historically developed in European countries in a completely different way to that seen in African countries. In view of the case of China, where scholarly work has identified the concept of the “rule of law with Chinese characteristics”, research undertaken at the Swiss Institute of Comparative Law has considered different scenarios with the aim of looking at whether it is possible to identify a “rule of law with African characteristics”. Such an idea means questioning general concepts like those of democracy, the rule of law, up to the same concept of law, whose perception is changing also in the modern Western societies.

27 juin : Service of Process via Social Media: Like or Defriend?*Cedric Vanleenhove, Post-Doctoral Researcher, University of Ghent, Belgium*

The Internet has drastically changed the way in which people communicate and interact. However, the law always has to play catch-up with the social reality. At the moment, giving notice of proceedings and documents to the other party in a lawsuit (service of process) in Continental EU Member States is effectuated through traditional means such as personal delivery by a bailiff, publication or posting.

In various countries around the world (e.g. Australia, the United States and the United Kingdom), there is an increased use of modern communication platforms offered through social media as an attractive mechanism to provide service of process. First, the research investigates to what extent and under which conditions service of process through social media is already being employed in Common Law countries. Second, it examines whether service of process via social media can be used in three representative Continental EU Member States (Germany, Belgium and the Netherlands) by analysing whether such service would be in accordance with article 6 (right to a fair trial) and article 8 (right to respect for private life) of the European Convention on Human Rights. Third, the research formulates recommendations as to how service of process can be implemented in existing rules for domestic and cross-border service.

29 juin : Réflexions sur le traitement des situations internationales par le droit international privé

Laure Stark, Doctorante, Université de Bourgogne, France

Si l'internationalité d'une situation de droit privé constituait une exception au XIXe siècle, lors du développement des méthodes sur lesquelles la plupart de notre droit international privé repose encore aujourd'hui, elle est devenue un phénomène banal dans la société contemporaine. Le développement des moyens de transport et des nouvelles technologies, la mondialisation des échanges et la circulation facilitée des personnes à travers le monde ont en effet conduit à une augmentation exponentielle du nombre de situations internationales au cours du XXe siècle. Or, la présence de l'internationalité déclenche l'application des règles du droit international privé, conduisant à un régime juridique qui accorde aux personnes privées souvent une plus grande autonomie qu'en droit interne. Face à l'accroissement du nombre de situations internationales par rapport aux situations internes, les justifications d'un tel libéralisme conditionné par l'internationalité et, à l'opposé, le refus de ce même libéralisme aux personnes dont la situation est limitée au territoire d'un seul État, méritent aujourd'hui d'être questionnés.

25 juillet : Contracts on Advancements in Swiss Private Law

Klemens Jansen, Doctoral Candidate, University of Zurich, Switzerland

In my doctoral thesis I am investigating the contract on hereditary advancements from a dogmatic as well as from the standpoint of actual contractual practice. Such contractual agreements that have legal consequences both in the field of the law of obligations as well as the law of successions are traditionally a controversial subject. In Swiss doctrine and contrary to neighbouring legal systems, such contracts are treated as donations. Given, in particular, that such a "donation" will be deducted from the recipient's portion of the inheritance, its characterisation as a donation does not seem appropriate. Swiss contractual practice also appears to have adopted another approach, with a tendency to categorise such a contract as one not falling under a specific classification (*contractus innominatus*). During my stay at the Swiss Institute of Comparative Law, I conducted research into the question of why neighbouring legal systems choose to make a distinction between donations and advancements. Foreign laws, it seems, are not only looking at the definition but also at the actual intentions of the parties as well as the legal consequences of donations being characterised in this way. This finding could contribute to the further development of the law with regard to articles 626–633 of the Swiss Civil Code.

23 novembre : Criminal Offence of Financial Market Manipulation: Comparative Legal Analysis of Swiss, EU- and US-law

Patrick Uhrmeister, Doctoral Candidate, University of Bern, Switzerland

Financial markets perform the essential economic function of channeling funds by providing a hub for financial intermediation. They are critical for producing an efficient allocation of resources and capital, which, according to economic theory, leads to higher productivity and social welfare. Conversely, inefficient and disrupted financial markets that do not enjoy the confidence of investors can have a detrimental effect on productivity, growth, public budgets, and ultimately the overall economic situation. Triggered by the financial crisis of 2007/2008, the rise of new trading platforms and technologies (e.g. high frequency trading), as well as recent scandals, regulators in Switzerland, the United States and on a European Union level have introduced new legislation, which aims to make financial markets sounder and more transparent. An integral part of these new regulations is tackling market abuse and manipulation in part by imposing new and wider criminal sanctions. The presentation will give an overview of the research project, which aims to analyze and compare the criminalization and prosecution of financial market manipulation in the United States, the European Union and Switzerland.

Based on this analysis and its findings, the researcher hopes to identify potential gaps and areas of improvement concerning the criminalization of financial market manipulation in Switzerland.

28 novembre : Internet of Things: New Possibilities, New Threats, New Legislative Challenges for European Legal Systems

Nina Natalia Baranowska, Doctoral Candidate, University of Wrocław, Poland

The Internet of Things, known also as the Internet of Objects, is a new use of Internet technology, based on a specific network of sensors and actuators embedded in various devices and connected to the Internet, which can monitor surroundings, send and collect data and on this basis make decisions and regulate the activity of devices or machines. It enables remote monitoring e.g. of the health of patients, as well as the administration of energy or communication networks or energy consumption both in enterprises and households. Smart houses with smart fridges and even smart coffee makers, which are connected by the Internet to smart phones, are becoming more and more popular every day. Some of these smart things are able not only to collect and use data, interact with other things found in the network, but also to contact traders or advertisers. The functioning of the Internet of Things causes many legal problems in the area of: a) security (unauthorized access to sensitive personal data, hacking attacks), b) privacy (commercialization of personal data and the role of consent, profiling and targeting consumers), c) contractual relationships (the line between sales and service contracts, automatization of contracts) and d) non-contractual liability for damage (uncertainty about causality and assigning responsibility for the damage). The aim of this research project is to discuss a number of policy issues arising out of the emergence and use of the Internet of Things and to investigate various kinds of solutions to these challenges including legal approaches, technological solutions, and broader policy and reform.

14 décembre : China, Switzerland and European Union: Human Rights Standards in Free Trade Agreement

Joséphine Rüeeggsegger, Master Student, East China University of Political Science and Law, China

Something is happening to global trade regulations. When Switzerland and the European Union negotiated their first free trade agreements in the 1980s, these treaties primarily sought to reduce tariff barriers between the trading partners. In the most recent free trade agreements however, the European Union and Switzerland included a whole range of provisions regulating non-economic issues – for instance human rights. Why do countries include human rights standards in their trade agreements? Why do they choose to do this in very different ways? What are the consequences for the international legal system on the one side and human beings on the other side? This research project aims to provide comparative answers by analyzing the free trade framework put into practice between Switzerland and China and reflecting on the future trade relations between the European Union and China.

Enfin, dans le but d'étendre les collaborations et les partenariats dans le domaine du droit comparé, nous avons notamment renforcé nos liens avec la [Law Library of Congress](#) et avons pu envoyer l'un de nos collaborateurs en immersion pendant 3 semaines à Washington afin de découvrir les similitudes entre nos deux institutions.

En 2017, quatre nouveaux volumes ont été publiés dans notre collection ainsi que le volume XVIII du Yearbook of Private International Law :

Volume / Band 79

Lukas Heckendorn Urscheler / Johanna Fournier (éds)



Regulating Human Rights Due Diligence for Corporations : A Comparative View

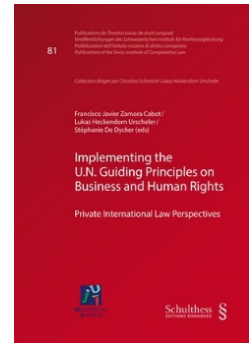
The endorsement of the UN Guiding Principles on Business and Human Rights prompted many States to re-examine their legal regimes in this area. In Switzerland too, intense discussions continue on the implementation of the UN Guiding Principles. In response to the Parliamentary debates on the subject, the Federal Council mandated the Swiss Institute of Comparative Law to carry out an investigation of the extent to which different States have implemented the UN Guiding Principles. The report, prepared by the Institute in 2013, demonstrates the extent to which other jurisdictions have imposed duties on large corporations to conduct human rights due diligence, and on the nature of those duties. This publication is a translated and updated version of the 2013 study.

Volume / Band 81

Francisco Zamora Cabot / Lukas Heckendorn Urscheler / Stéphanie De Dycker (éds)

**Implementing the U.N. Guiding Principles on Business and Human Rights
Private International Law Perspectives**

Les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ont reçu beaucoup d'attention dans les milieux académique et politique. Le débat est particulièrement marqué par les acteurs de la protection des droits de l'homme. Il en est autrement en matière de droit international privé; prisme à travers lequel le sujet est relativement peu traité. Cet ouvrage s'est donné pour objectif de contribuer à ce débat naissant en Suisse et en Europe. A cette fin, il étudie l'impact des Principes directeurs des Nations unies dans le droit international privé en analysant les différentes approches adoptées par des ordres juridiques sélectionnés. Après une mise en perspective générale, il observe des expériences américaines et européennes. Il examine ensuite quelques cas et aspects controversés. Puis, l'ouvrage ouvre sa réflexion sur des évolutions futures, en Europe et en Suisse.

**Volume / Band 83**

Ilaria Pretelli / Gian Paolo Romano / Tuto Rossi (eds)

Tui Memores**La dimension culturelle du droit international privé**

A l'occasion du troisième anniversaire du décès de Tito Ballarino, ce volume entend témoigner de l'esprit fédérateur du dédicataire et de la profondeur de sa pensée, toujours orientée à extraire une logique d'une réalité fragmentaire et contradictoire. Originellement conçu pour recueillir les actes du colloque sur la dimension culturelle du droit international privé, organisé à l'occasion de ses 80 ans, le 13 juin 2014, à Lausanne, l'ouvrage a dû inopinément dépasser le cadre initial en raison de la mort subite de Tito Ballarino intervenue à peine quelques mois après. Les éditeurs ont répondu aux messages de sympathie adressés par les amis du Professeur lors de ce triste évènement, en les invitant à offrir une contribution sur le même thème qui fut celui du colloque et prolongeant ainsi la mémoire du Maître disparu.

**Volume / Band 84**

Carlos Jiménez Piernas / Alberto Aronovitz (éds)

New Trends in International Economic Law: From Relativism to Cooperation

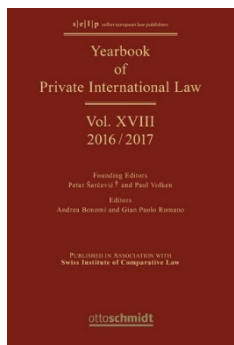
This collection of contributions addresses recent developments in the field of international economic law and delves into the underlying process of institutionalisation that this legal sector is experiencing, from both a substantive and a procedural standpoint. Issues analysed include the scope of the most-favoured nation clause and the dispute-settlement clauses envisaged by international investment agreements, the intervention of third parties in investment arbitrations as amici curiae, as well as the application of the rules on State responsibility in this field. Certain contributions study the interaction between international economic law and other legal fields, such as international human rights law or the law of the European Union.

**Yearbook of Private International Law**

Vol. XVIII - 2016/2017

Andrea Bonomi, Gian Paolo Romano (éds)

Une réflexion sur la connexion séculaire entre lex situs et propriété mobilière, le droit international privé des dommages à l'environnement, une présentation de la Convention du 5 juillet 2006 sur la loi applicable à certains droits sur des titres détenus auprès d'un intermédiaire, récemment entrée en vigueur, sont parmi les essais que l'on trouve dans ce nouveau volume. Une section spéciale est consacrée aux derniers développements du droit international privé aux États-Unis et comprend une analyse de RJR Nabisco c. Communauté européenne, du Speech Act et du quatrième Restatement of Foreign Relations Law, en voie de finalisation. Pour ce qui concerne le droit de la famille, la reconnaissance du mariage homosexuel devant les tribunaux des pays d'Afrique subsaharienne et en Israël, d'une part, et la reconnaissance en Suisse de filiations issues de contrat de maternité, de l'autre, apportent aux débats actuellement en cours de nouvelles contributions. Une présentation du droit international privé vietnamien – la première en langue anglaise – suivie par une présentation de certaines questions de conflit de lois qui se posent à Mauritius et de deux perspectives turques respectivement sur le lis alibi pendens et sur les successions transfrontalières enrichissent la traditionnelle présentation des National Reports.



questions de conflit de lois qui se posent à Mauritius et de deux perspectives turques respectivement sur le lis alibi pendens et sur les successions transfrontalières enrichissent la traditionnelle présentation des National Reports.

Étude de droit comparé

L'ISDC rédige plusieurs grandes études de droit comparé par année. Nous avons choisi un extrait ici d'une *étude sur la responsabilité pénale pour des actes commis à l'étranger* de 2017. Elle compare 20 ordres juridiques différents, ce qui a nécessité la collaboration de la plupart des collaborateurs et collaboratrices de la division juridique ainsi que le soutien de la part de la bibliothèque. L'étude a été finalisée en juillet 2017, les informations contenues sont à jour à cette date.

Gutachten über die Strafbarkeit im Ausland begangener Straftaten sowie die strafrechtliche Verantwortlichkeit für Taten im Rahmen von UN-Einsätzen: Strafbarkeit von Auslandstaten auf Grundlage des aktiven Personalitätsprinzips

Recherches effectuées par les conseillères et conseillers juridiques de l'Institut – État juillet 2017

Alle der 20 untersuchten Rechtsordnungen sehen die Möglichkeit vor, zumindest einzelne Straftaten zu verfolgen, die durch einen Staatsbürger des Landes im Ausland begangen wurden (aktives Personalitätsprinzip). Teilweise finden sich hierfür sehr umfassende Vorschriften, teilweise ist dies jedoch nur in Ausnahmefällen und nur bei bestimmten Straftaten möglich. In diesem Punkt unterscheiden sich insbesondere die sogenannten *Civil Law*- von den *Common Law*-Rechtsordnungen, da erstere tendenziell eher allgemeine Regelungen vorsehen, letztere hingegen eher punktuell die Strafbarkeit von Auslandstaten gestatten. Interessant sind in diesem Zusammenhang jedoch Bangladesch, Indien und Pakistan. Bei diesen handelt es sich um ehemalige Kolonien Grossbritanniens, wodurch das *Common Law* starken Einfluss auf die jeweiligen Rechtsordnungen hatte. Jedoch haben diese Staaten bei der Strafbarkeit von Auslandstaten eine explizite Abkehr vom *Common Law* vorgenommen, indem sie für den Geltungsbereich des jeweiligen Strafgesetzbuches weitreichende allgemeine Regelungen getroffen haben, die eine solche Strafbarkeit grundsätzlich gestatten. Die strengsten Vorschriften für die Anwendung des aktiven Personalitätsprinzips auf Auslandstaten finden sich im nepalesischen Recht. Dieses erlaubt die Verfolgung von durch einen Nepaler begangenen Auslandstaten ausschliesslich im Rahmen der Korruptionsbekämpfung, wobei viele der Tatbestände voraussetzen, dass es sich um einen Staatsbediensteten handelt. Mehr als die Hälfte der Staaten macht die Strafbarkeit von Auslandstaten zumindest in einigen Konstellationen davon abhängig, ob die jeweilige Handlung auch nach dem Recht des Tatortes eine Straftat darstellt (*double criminality*). In Äthiopien, Australien und wohl auch in Italien und Japan muss diese Voraussetzung stets gegeben sein, um eine Auslandstat im Inland verfolgen zu können. In Italien und Japan ist dies allerdings nicht gesetzlich geregelt, sondern wird aus dem Rechtmässigkeitsgrundsatz hergeleitet. In Burkina Faso, Deutschland, Frankreich, Senegal, Spanien, dem Vereinigten Königreich und den USA kommt es auf die jeweilige Straftat an, ob die Handlung auch am Tatort strafbewehrt sein muss. So unterscheiden Frankreich sowie die vom französischen Recht stark beeinflussten Rechtsordnungen Burkina Fasos und Senegals danach, ob es sich bei der vorgeworfenen Straftat um ein Verbrechen handelt oder um ein Vergehen, wobei nur im letzteren Fall *double criminality* gegeben sein muss. In Deutschland, Spanien, dem Vereinigten Königreich und den USA gilt dieses Erfordernis jeweils für bestimmte aufgelistete Straftaten oder Konstellationen, wie beispielsweise wenn es sich nicht um einen Staatsbürger des Landes handelt, sondern um einen Ausländer mit ständigem Wohnsitz im Inland. Schliesslich ist auch interessant, dass drei Rechtsordnungen die Strafbarkeit von Auslandstaten davon abhängig machen, ob die Regierung (Bangladesch, Pakistan) beziehungsweise der Justizminister oder das Opfer (Italien) der Strafverfolgung zustimmen.

Bangladesh

The active personality principle is recognised in Bangladesh. The extra-territorial effect of the Bangladesh Penal Code is based on the Bangladeshi citizenship of the accused. The Penal Code also extends to any person (including those not of Bangladeshi nationality) who commits an offence on any ship or aircraft registered in Bangladesh, wherever it may be. The prosecution and trial, in Bangladesh, of an individual, alleged to have committed an offence outside of Bangladesh, is qualified in two respects. First, the relevant extra-territorial "offence" must be an act which, if it had been committed in Bangladesh, would be punishable under the Bangladesh Penal Code (even if it does not amount to an offence in the country where it is committed). Such an offence will be treated as if the act had been committed within Bangladesh. Secondly, no such offence shall be investigated or prosecuted in Bangladesh except where authorised by the Bangladesh Government. This additional condition is set out in section 188 of the Bangladesh Code of Criminal Procedure 1898, which must be read together with the relevant sections of the Penal Code, referred to above. This section gives extra-territorial effect to criminal procedure by conferring jurisdiction on the court within whose locality the accused is found.

Burkina Faso

Le Burkina Faso connaît le principe de la compétence personnelle active. L'article 670 du Code de la procédure pénale fait une différence selon que les faits sont qualifiés de crime ou de délit. Lorsqu'un citoyen burkinabè s'est rendu coupable, en dehors des limites territoriales du Burkina Faso, de faits qualifiés par la loi burkinabè de crime, il peut être poursuivi et jugé par les juridictions pénales du Burkina Faso. Lorsqu'un citoyen burkinabè s'est rendu coupable, en dehors des limites territoriales du Burkina Faso, de faits qualifiés par la loi burkinabée de délit, il peut être poursuivi et jugé uniquement si ces faits sont également incriminés dans le pays où ils ont été commis. La loi précise à cet égard que les juridictions pénales sont compétentes peu importe si l'auteur présumé des faits qui lui sont imputés ait acquis la nationalité du Burkina Faso avant ou après avoir commis ces faits.

Ghana

Section 56(3) of the Courts Act 1993 sets out four circumstances in which a citizen of Ghana may be prosecuted and punished in Ghana in respect of an offence committed on foreign soil: a) Any Ghanaian who works for the Republic of Ghana (or any statutory corporation of Ghana); b) Any Ghanaian who does an act outside of Ghana which would constitute the offence of murder; c) Any Ghanaian who commits an act which would constitute an offence under the law of Ghana involving or resulting in the misappropriation, dissipation or loss of: (i) public funds; (ii) government property including damage to government property; or (iii) property belonging to a statutory corporation including damage to its property. d) Any Ghanaian who does any act on the premises of a Ghanaian diplomatic mission which, if done in Ghana, would be punishable as a criminal offence.

Japon – Japan

Article 3 of the Japanese Penal Code (JPC) expresses the active personality principle (積極的属人義); it provides that the JPC applies to any Japanese national who commits certain serious crimes outside the territory of Japan. In order for article 3 JPC to apply, a perpetrator must be a Japanese national at the time of the commission of a crime. People who have dual citizenship are also treated as being Japanese nationals. The rationale behind the recognition of the active personality principle is the representation principle. According to the principle of non-extradition of nationals (自国民不引き渡し原則), when a Japanese national who has committed a crime outside the territory of Japan returns to Japan, he or she cannot be extradited to a foreign country. Therefore, the Japanese authority punishes perpetrators on its behalf. There is no provision regarding the principle of domicile. The JPC is directed towards nationality rather than residency.

Népal – Nepal

The statutes that provide for extraterritorial jurisdiction do not link the jurisdiction to the nationality of the offender. The only exception is the Prevention of Corruption Act, 2059 (2002 AD), which applies to Nepalese citizens and to public servants (of Nepal) residing anywhere outside Nepal and to non-Nepali citizens residing in foreign countries who have committed the act to be deemed as corruption (section 1 (2)). Most offences of corruption under this Act can only be committed by public servants (though the definition includes arbitrators, liquidators and surveyors), and for these offences, the regulation is therefore similar to the active personality principle. However, some offences (such as tempering government documents, section 11; claiming false designation, section 15; or exerting illegal pressure on public servants, section 18) apply to anyone that commits offences relating to public documents or public servants (of Nepal). In that sense, the Prevention of Corruption Act 2059 does not link its jurisdiction to the offender or the victim, but to the interests at stake.

Russie – Russland

Eine Person, die eine Straftat auf dem Territorium der Russischen Föderation begangen hat, unterliegt der strafrechtlichen Verantwortlichkeit nach dem Russischen Strafgesetzbuch (RSB). Staatsbürger der Russischen Föderation und ständig in der Russischen Föderation lebende Personen ohne Staatsbürgerschaft, die ausserhalb der Grenzen der Russischen Föderation eine Straftat gegen die vom RSB geschützten Interessen begangen haben, unterliegen der strafrechtlichen Verantwortlichkeit nach dem RSB, wenn in Bezug auf diese Personen zu der gegebenen Straftat keine Gerichtsentscheidung eines ausländischen Staates existiert. Militärdienstleistende militärischer Einheiten der Russischen Föderation, die ausserhalb der Grenzen der Russischen Föderation stationiert sind, tragen für Straftaten, die auf dem Territorium eines ausländischen Staates begangen wurden, strafrechtliche Verantwortung nach dem RSB, wenn nicht in einem internationalen Vertrag der Russischen Föderation etwas anderes vorgesehen ist.

Bibliothèque

Petite rétrospective des chercheuses et chercheurs 2017 :

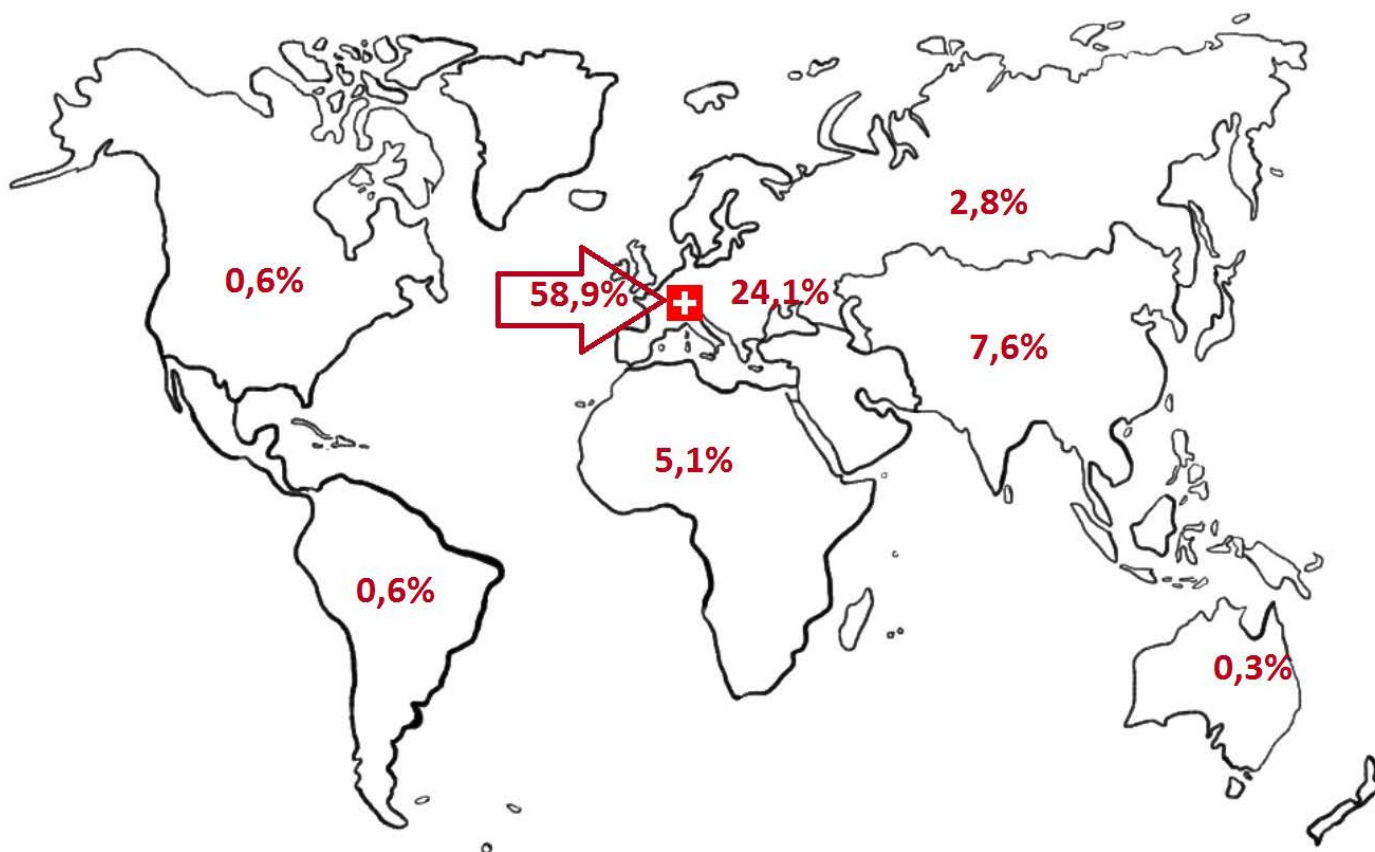
En 2017, près de 15'000 utilisateurs ponctuels (14'809, soit 49 utilisateurs quotidiens) ont utilisé les services de notre bibliothèque.

Une hausse des tables réservées est également constatée (362 chercheurs). Toutes les facultés juridiques suisses (sauf Lucerne) sont représentées et il y a aussi une augmentation des chercheurs venant d'institutions à l'étranger, notamment de France (35 chercheurs provenant de 10 universités différentes).

Sur les personnes ayant réservé une table en 2017, 76% venait à l'Institut pour la première fois. À noter que près de 60% d'entre elles (58,9%) étaient immatriculées dans une université suisse, dont 72% de l'Université de Lausanne.

Près de 41% des chercheurs ont bénéficié d'un accès en dehors des heures d'ouvertures et 38% d'entre eux ont eu un accueil personnalisé au Welcome Center.

Carte des institutions d'origines des chercheuses et chercheurs de 2017 :



Vous rédigez une thèse de doctorat ou une publication scientifique en droit, vous êtes chercheuse ou chercheur suisse ou étranger ? Vous pouvez réserver une table pour une durée de six mois.

Toutes les informations en cliquant [ici](#).

Prospective 2018



Evénements déjà planifiés

- 22.03.2018 Journée doctorale (CUSO)
- 24.05.2018 Conférence sur Corporate Law Reform
- 31.05.2018 Journée de DIP : Sharing Economy
- 27.09.2018 Droit & *(date à confirmer)*

En cours de planification

- Un séminaire sur « Le droit coutumier comparé: Perspectives nationales et internationales »
- Un colloque sur « Vergleichendes Religionsrecht »
- Un événement sur « Governance and Sports Governance »
- Un séminaire sur « Comparative Law Institutions »
- Un événement sur « Human Rights Due Diligence »

Publications prévues

- Actes de la Journée DIP 2017 sur la « US Litigation »
- The Legal Framework for Countering Terrorist and Violent Extremist Content Online
- Sharing Economy et droit international privé : Actes de la Journée DIP 2018

Et tout au long de l'année : des visites d'étudiants encadrés par leurs professeurs, des Rencontres informelles et des délégations suisses et étrangères qui viendront visiter l'Institut suisse de droit comparé.

N'oubliez pas de vous rendre régulièrement sur notre site Internet www.isdc.ch, ou de consultez nos réseaux sociaux (Facebook, Twitter et LinkedIn). Vous pouvez également vous inscrire pour recevoir toutes les notifications sur les prochaines évènements en envoyant un email à news.isdc@unil.ch.
